Réduction du déficit, l'impossible promesse européenne

19/02/2010 à 7h00

L'engagement de la France à ramener le déficit public à 3% du PIB en 2013 paraît extrêmement osé. Il faudrait pour cela baisser de façon colossale les dépenses publiques.

Le gouvernement français n'est jamais à une promesse près. Celle qu'il vient de donner à la Commission européenne est encore une fois très osée : malgré les incertitudes sur l'ampleur de la reprise, la France s'est engagée à ramener le déficit public (État, collectivités locales et comptes sociaux) de 8,2% du PIB en 2009 à 3% en 2013. Un pari extrêmement audacieux, pour au moins deux raisons.

Suite et commentaires sur Fortune